

La nouvelle stratégie africaine de l'Union Européenne face aux réalités du continent

4^e Colloque euro-africain du CREAM, Dakar, Sénégal

Le quatrième colloque euro-africain du CREAM s'inscrit dans un contexte où l'actualité est hautement édifiante quant à la nature et l'état réel de la coopération que nous examinons. Je parle du sort tragique des milliers de candidats africains à l'émigration clandestine dont le naufrage est un immense cri de détresse ainsi qu'une interpellation de l'Afrique et de l'Europe, qui, malheureusement, s'obstinent à poursuivre les mêmes politiques économiques qui ont tant aggravé le chômage et la pauvreté.

Les « illégaux », les « clandestins » qui sont aujourd'hui traqués comme des criminels émanent des couches sociales les plus vulnérables de nos sociétés dont les points de vue comptent peu dans l'analyse de leur propre situation et des stratégies à promouvoir. Ce qui nous a le plus manqué et qui continue de faire défaut à la coopération euro-africaine est la participation effective des peuples. En leur nom mais à leur insu, des décisions sont prises, des fonds sont libérés, des politiques qui desservent leurs intérêts sont mises en œuvre.

Aussi, ai-je écrit dans ma « Lettre au Président des Français à propos de la Côte-d'Ivoire et de l'Afrique en général » que le que le « non » à l'Europe ultralibérale irait comme un gant à l'Afrique si quelqu'un s'était soucié d'informer et d'interroger ses peuples quant à la nature des politiques économiques qui nous sont imposées au nom du tout-marché.

Par leurs sacrifices, les jeunes qui partent et endurent les pires souffrances quand ils ne meurent pas, interpellent, plus que jamais, l'Europe et l'Afrique. Ils auraient pu se battre autrement, ici, avec la même détermination, la même énergie s'ils avaient eu la chance, comme ceux de leur âge en Europe de comprendre la nature des réformes économiques qui sont imposées à leur pays, d'en débattre et de s'investir dans les élections non pas en bétail électoral mas en citoyens avisés.

A Bamako, le Forum pour l'Autre Mali (FORAM) que je coordonne est allé à la rencontre de ceux qui nous sont revenus épuisés, traumatisés et blessés de Ceuta et Melilla. Nous sommes en contact permanent avec ceux d'entre eux qui ont accepté de rester et d'essayer de vivre dignement à travers des activités artisanales que nous leur proposons. Quelques uns sont repartis. Lors de l'un de mes séjours en Espagne, j'ai rencontré quelques survivants à Albacete, (à quelques 250 km de Madrid), dans l'enfer de l'Eldorado. Ils m'ont dit « Faites du Mali un pays d'où nos jeunes frères ne songeront plus à émigrer ».

Face à cette nouvelle page dramatique de l'histoire de nos deux continents, j'entends parler d'augmentation de l'aide publique au développement. L'Espagne s'active parce que pour les ressortissants des pays francophones, elle est comme l'Italie, un passage obligé. Elle interpelle l'Europe qui mobilise des moyens financiers et matériels dont des navires pour les patrouilles en mer et des hélicoptères de surveillance. Il s'agit, en fait, d'une guerre ouverte menée par une puissance mondiale contre les composantes les plus vulnérables des sociétés africaines. L'Europe s'achemine vers une nouvelle forme de déstabilisation de l'Afrique qu'elle a contribué à appauvrir

en demandant à nos Etats de consigner à résidence leurs ressortissants les plus meurtris, les plus désemparés.

L'Accord de Cotonou et plus particulièrement les Accords de Partenariat Economiques qui en sont les instruments livrent à une Afrique silencieuse, dirigée par des Etats élèves et clients, les faux allègements de dette à travers l'initiative PPTE et celle du G8 à Gleneagles, les subventions agricoles qui asphyxient les filières cotonnières sont autant d'aspects de cette guerre économique que les nations riches et industrialisées leur livrent.

Revisitons donc la stratégie de l'Union Européenne pour l'Afrique non plus en termes d'augmentation d'une aide publique au développement qui n'a presque jamais atteint ceux qui en ont le plus besoin, mais en termes de respects des droits des Africains à l'autonomie de pensée et de décision.

Passons rapidement en revue les différents volets de cette nouvelle stratégie de l'Union Européenne pour l'Afrique.

La paix et la sécurité ? : De qui se préoccupe l'Europe en faisant de la paix et la sécurité des objectifs prioritaires lorsqu'en amont, elle impose des politiques économiques qui appauvrissent les Africains, alimentent la peur et la haine ? Ne compromet-elle pas les équilibres précaires de nos sociétés en demandant à nos Etats de bien surveiller les candidats à l'émigration dont elle n'a pas besoin ? Nous devons nous attendre à des conflits d'un type nouveau, d'autant plus que aucun pays africain ne peut compter sur l'autre pour absorber les bras valides et les cerveaux disponibles, que le modèle imposé par l'Europe ne permet pas à nos économies d'absorber.

Le développement ? Tout prouve qu'il a d'abord servi les développeurs et appauvri l'Afrique qui continue d'ouvrir ses frontières et ses marchés face à une Europe qui pense et agit en fonction de sa propre compétitivité sur le marché mondial. L'histoire devient encombrante à partir de ce moment dans la mesure où elle situe les responsabilités et la véritable nature des dettes.

La gouvernance judicieuse et efficace ? Elle est celle qu'exige les investisseurs étrangers et pas nécessairement celle à laquelle les Africains aspirent et s'attendent. La gouvernance que nous attendions des transitions démocratiques devait se refléter dans le comportement des élus qui nous consultent et nous rendent des comptes Mais, ces derniers la grande majorité de nos élus sont plus soucieux de séduire l'Union Européenne, le FMI et la Banque mondiale etc.

Le commerce ? Le dossier du coton est hautement édifiant quant au caractère déloyal du marché mondial. Alors que le débat sur les subventions agricoles ne progresse pas, l'Europe augmente les moyens de défense ses frontières.

L'interconnectivité ? Examinons la en termes de tuyaux et de contenu et posons la question de savoir qui produit les technologies et les idées, qui les vend à qui. Nous sommes et demeurons, dans ce domaine, comme dans les autres secteurs des consommateurs de biens, de services et d'idées produits ailleurs. L'Europe n'est-elle pas en pleine contradiction avec elle-même lorsqu'elle dénie le droit des Africains à circuler aussi librement que les capitaux, les biens et les services ?

La cohésion sociale ? L'augmentation des flux migratoires vers l'Europe résulte précisément de la désintégration de nos sociétés et de nos cultures au nom d'une intégration illusoire à l'économie

mondiale. Les politiques économiques sont faites de valeurs et de normes qui n'ont strictement rien à voir avec un projet de société intelligible et cohérent pour les Africains. Les ménages, les quartiers, les villages en sont bouleversés. Les jeunes partent aussi parce qu'ils n'ont plus de repères.

La viabilité écologique ? Je ne vois pas comment les exigences de la croissance et la compétitivité peuvent aller de pair avec la protection et la préservation des écosystèmes. Les ressources forestières et halieutiques sont pillées en toute impunité. L'investisseur étranger sait que par ici, il peut polluer contre quelques arrangements avec quelques dirigeants corrompus.

Je suis persuadée que nous pouvons mieux et plus pour l'Afrique et l'Europe. Il suffit de nous imposer :

bilan rigoureux de ces cinq dernières décennies de coopération bilatérale,
un devoir de vérité quant à la conformité des orientations des politiques de coopération avec les intérêts et les aspirations du plus grand nombre,
un devoir de transparence non pas pour veiller sur les intérêts des investisseurs mais en vue d'édifier l'opinion africaine quant à l'état réel des rapports Nord-Sud, Europe-Afrique et au lien entre mécanismes de paupérisation, conflits et exils,
un devoir de recentrage du débat politique africain sur la nature des politiques économiques et l'aptitude de ceux qui prétendent au pouvoir à défendre les intérêts des peuples au lieu de se servir, de servir leurs parents, amis et clients et, surtout,
un devoir de justice et d'éthique en matière de coopération économique, politique et culturelle.

Il n'y a d'issue à l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la coopération euro-africaine, qu'à travers la prise en charge de ce débat par les peuples d'Europe et d'Afrique, dont les intérêts n'ont pas à être opposés mais convergents.

Je plaide, en somme, pour une Europe sociale et solidaire qui va de pair avec l'Autre Afrique que nous appelons de tous nos vœux.

Aminata D. Traore